

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



Maintenance des installations thermiques des sites de l'URSSAF du Languedoc Roussillon

Appel d'offres ouvert

N° de procédure :

2025/AO/01

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Date limite de remise des offres : 22 Mai 2025 à 16h00

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché	4
Article 2 – Pièces constitutives du marché	4
Article 3 – Forme et durée du marché	5
3.1 – Forme du marché	5
3.2 – Durée du marché	5
Article 4 – Conditions d'exécution des prestations.....	5
4.1 – Commandes des prestations	6
4.2 – Délais d'exécution des prestations	6
Article 5 – Obligations du titulaire	7
5.1 – Confidentialité	Erreur ! Signet non défini.
5.2 – Obligation de conseil et de mise en garde	9
5.3 – Interlocuteurs technique	10
5.3.1 – Responsable du marché.....	10
5.3.2 – Equipe du titulaire	10
5.3.3 – Lien de subordination du personnel	11
5.3.4 – Intervention en milieu occupé	11
5.4 – Garantie de continuité des prestations	11
Article 6 – Obligations du pouvoir adjudicateur	12
6.1 – Information	12
6.2 – Accès aux sites	13
6.3 – Confidentialité	13
Article 7 – Prix.....	13
7.1 – Contenu des prix	13
7.2 – Révision des prix	13
7.3 – Clause de sauvegarde	14
7.4 – Fournitures commandées en dehors du bordereau de prix « fournitures ».....	14
Article 8 – Régime financier.....	14

2025/AO/01

CCAP - Maintenance des installations thermiques

8.1 – Avance	14
8.2 – Retenue de garantie.....	15
Article 9 – Pénalités.....	15
9.1 – Retard imputable au titulaire	15
9.2 – Retard imputable au pouvoir adjudicateur	15
Article 10 – Vérification et réception des prestations	16
Article 11 – Modalités de règlement	16
11.1 – Facturation	16
11.2 – Délai de paiement	16
11.3 – Modalités de paiement	17
11.4 – Cession ou nantissement de créance.....	17
Article 12 – Propriété et utilisation des documents d'exploitation	17
Article 13 – Sous-traitance	18
Article 14 – intégralité	18
Article 15 – Changement dans la situation du titulaire	18
Article 16 – Assurances.....	18
Article 17 – Résiliation	18
Article 18 – Litiges	19
Article 19 – Dérogations au CCAG FCS	19

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la maintenance des installations de chauffage / ventilation/ climatisation / sanitaires des sites de l'Urssaf du Languedoc Roussillon :

- Site de l'Aude : 20 rue Saint Michel 11000 Carcassonne
- Site des Pyrénées Orientales : 26 rue Petite La monnaie 66000 Perpignan
- Sites de l'Hérault : 23 Allée de Delos 34000 Montpellier / Boulevard Jules Cadenat 34500 Béziers
- Site du Gard : 77. Chemin Bas Du Mas De Boudan 30 932 Nîmes.

La procédure est allotie comme suit :

- Lot 1 : Maintenance des installations thermiques du site de Montpellier, Nîmes
- Lot 2 : Maintenance des installations thermiques du site de Béziers, Carcassonne, Perpignan

La présente opération est passée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du code de la sécurité sociale.

Chaque lot sera régi, pour son exécution, par l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est commun à l'ensemble des lots.

Le détail des prestations attendues est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour chaque lot.

Les parties contractantes sont :

- D'une part, l'Urssaf du Languedoc Roussillon représentée par son Directeur ou par toute personne habilitée pour l'exécution de ce marché ;
- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée ci-après « le titulaire ».

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe, complétés, datés et signés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), sauf dérogations énumérées au dernier article du présent document ;
- Les bordereaux de prix complétés et signés ;

2025/AO/01

CCAP - Maintenance des installations thermiques

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seuls font foi. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

ARTICLE 3 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ

3.1 – *Forme du marché*

Le présent marché est un marché mixte :

- Les prestations de base comprenant les opérations de maintenance préventive et palliative seront payées sur la base d'un prix global et forfaitaire annuel, tel qu'indiqué que dans le bordereau des prix.
- Les prestations complémentaires relatives aux opérations de maintenance curative feront l'objet d'un devis établi sur la base des prix unitaires, tels que renseignés dans les bordereaux de prix. dans le cadre d'un marché à bons de commandes dont les montants s'établissent comme suit :

➤ **lot 1 : Maintenance des installations thermiques du site de Béziers, Carcassonne, Perpignan**

Le montant minimum est de 0 € HT

Le montant maximum est de 50 000 € HT (pièces et main d'œuvre) sur 3 ans.

➤ **Lot 2 : Maintenance des installations thermiques du site de Montpellier, Nîmes**

Le montant minimum annuel est de 0 € HT

Le montant maximum est de 20 000 € HT (pièces et main d'œuvre) sur 3 ans.

3.2 – *Durée du marché*

Chaque lot est conclu pour une durée de 12 mois, à compter de sa date de prise d'effet **le 01 Octobre 2025**.

Ils seront reconductibles, à date anniversaire, pour une durée maximale ne pouvant dépasser quatre (4) ans.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.

L'Urssaf Languedoc Roussillon se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 – MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

4.1 – Surveillance

Le titulaire devra, sous sa seule responsabilité, maintenir en parfait état de marche l'ensemble des matériels thermiques telles que définies au cahier des charges techniques particulières, au minimum, et en tout état de cause en fonction du matériel et des préconisations du fabricant.

Dans le cadre de ses obligations, il se conformera aux conditions des notices d'entretien des fournisseurs de ces matériels.

Durant toute l'année, le titulaire assurera la surveillance, le réglage, l'équilibrage des installations techniques en vue d'obtenir leur bonne marche économique.

Les réglages ne pourront être modifiés qu'après accord écrit des organismes, membres du groupement.

4.2 – Commandes des prestations

La réalisation par le titulaire des prestations complémentaires est initialisée par l'émission d'un bon de commande.

Chaque bon de commande est notifié par le pouvoir adjudicateur au titulaire au fur et à mesure de ses besoins et pendant toute la durée du marché, déterminée à l'article 3.2 du présent CCAP. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra pas impliquer l'exécution des prestations au-delà de trois mois après la fin de validité du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse les bons de commandes au titulaire soit par télécopie, soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

Chaque bon de commande doit notamment préciser :

- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, la description des prestations à réaliser ;
- Les dates de début et de fin des prestations ;
- Le montant total de la commande (HT et TTC)

Seuls les bons de commandes signés par le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

4.3 – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières.

Pour les prestations complémentaires, par dérogation à l'article 13.1 du CCAG FCS, le point de départ des prestations est indiqué dans le bon de commande et ne peut être antérieur à la date de notification du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais indiqués dans le bon de commande.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit aviser le pouvoir adjudicateur, par télécopie ou par voie dématérialisée, des causes empêchant l'exécution des prestations dans les délais fixés et qui selon lui échappent à sa responsabilité et demander, concomitamment, une prolongation de délai.

Le titulaire dispose, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues pour faire la demande.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas avoir pour conséquence d'entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur notifie par voie dématérialisée ou par télécopie, sa décision au titulaire dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Clause de sécurité

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant ;
- De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De manquer de respect aux usagers ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise ;
- De pénétrer sur le site sans badge ;
- De fumer sur le lieu de travail sauf dans les salles fumeurs ;
- De distribuer des brochures, tracts ou journaux ;
- De prendre ou utiliser du matériel (y compris informatique) ou des produits appartenant à l'organisme.

5.2 Protection du système d'informations

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'organisme (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'organisme. Les documents applicables au sein de l'organisme sont communiqués au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, le titulaire et ses sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004) notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal),
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal),
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 323-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal,
- la tentative d'accomplissement de l'un de ces délits (article 323-7 du code pénal),
- l'association ou de l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution du marché.

5.3 Obligation de discrétion

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par l'organisme, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service et du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

2025/AO/01

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

5.4 Respect du règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD)

Le titulaire s'engage à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que tout traitement de données à caractère personnel réalisé pour le compte de l'URSSAF Languedoc Roussillon répond aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 Avril 2016 (RGPD) et la loi du 06 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, notamment à la résiliation du présent contrat.

L'Urssaf Languedoc Roussillon interdit l'utilisation des adresses électroniques portée à sa connaissance pour un autre objet particulièrement des abonnements à des newsletters ou des contacts commerciaux.

Dans la mesure où le titulaire a accès et traite des données à caractère personnel pour le compte de l'Urssaf Languedoc Roussillon, il doit se conformer aux dispositions du règlement du règlement européen sur la protection des données 2016/679.

Cette nouvelle réglementation impose de nouvelles obligations (article 28 RGPD pour les sous-traitants), opérant un partage de responsabilités pour ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, à savoir notamment :

- prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences RGPD et garantisse la protection des droites des personnes
- ne pas sous-traiter tout ou partie des prestations confiées, sans autorisation formelle et préalable de l'Urssaf Languedoc Roussillon
- ne traiter les données que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne.
- Mettre en place une politique appropriée d'habilitation du personnel du titulaire, et veiller à ce que le personnel habilité s'engage à respecter la confidentialité
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données (article 32 du RGPD)
- Notifier à l'Urssaf Languedoc Roussillon toutes violations de données traitées pour son compte et sous ses instructions, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance (article 33 al2 du RGPD)
-

5.5 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Il doit lui fournir l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du marché.

A ce titre, il s'engage à assister techniquement le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché. Il l'informe de toutes nouveautés technologiques ou de la disponibilité de tout nouveau produit plus adapté à ses besoins et qui surviendrait en cours d'exécution du marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

5.6 – Interlocuteurs technique

5.6.1 – Responsable du marché

Dès la notification du marché, le titulaire nomme un responsable du marché qui sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur pour le suivi et l'exécution du marché.

5.6.2 – Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution.

Aussi le titulaire s'engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur, notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent marché.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en adéquation avec les exigences du pouvoir adjudicateur, telles que stipulées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant, en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché des personnels homogènes par prestation, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve désignée pour en assurer la conduite.

La personne désignée sera affectée au site pour la durée du marché.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans le délai indiqué dans le cadre de réponse technique.

Les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur ne les récusé pas dans un délai d'un mois. Si un des intervenants du titulaire est récusé, le titulaire doit désigner un remplaçant dans les conditions décrites ci-dessus.

A défaut de désignation ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir aux pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

5.6.3 – Lien de subordination du personnel

Le titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du titulaire remplit ses fonctions sous les seuls contrôles, direction et responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et obligations visées dans le règlement intérieur applicables aux locaux des organismes.

Le titulaire devra respecter, en particulier, les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, le pouvoir adjudicateur n'étant, à cet égard, en aucun cas responsable des manquements du titulaire.

Les personnels du titulaire demeurent à tous égards les salariés de ce dernier.

Ce personnel devra se conformer aux horaires et à la réglementation en vigueur sur les sites d'intervention. Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur, s'engage à informer le titulaire sur lesdits horaires et réglementations.

5.6.4 – Intervention en milieu occupé

Le titulaire est responsable de la tenue et du comportement de ses salariés pendant l'exécution des travaux. Le titulaire s'engage, notamment, sans l'autorisation expresse d'un représentant du pouvoir adjudicateur, à ne pas utiliser les moyens de communication ou informatiques des organismes, à respecter les normes d'hygiène et les obligations de sécurité visées dans le règlement intérieur applicable aux locaux des organismes.

En cas de comportement déplacé d'un membre de son personnel envers les salariés des organismes, le titulaire est tenu de remplacer l'auteur des faits sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

5.7 – Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations qui le concerne conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour son marché les moyens humains et matériels qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

En cas d'indisponibilité pour raison de maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, l'ensemble du marché ne pourra pas être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

Le titulaire avertira le pouvoir adjudicateur avec un préavis raisonnable des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent marché et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçants, consistant en la transmission des connaissances à son/leur intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

5.8 – Prise en charge des installations

Lors de la prise en charge des installations, les membres du groupement mettront à la disposition du titulaire tous les plans et documents techniques en sa possession, précisant les caractéristiques et les performances des installations.

Le titulaire aura à sa disposition en permanence et autant qu'il le souhaite :

- Les comptes rendus de visite des organismes agréés de contrôle, accompagnés des notations des actions correctives
- La nomenclature :
 - ↳ Des plans et notices installateurs disponibles
 - ↳ Des travaux modificatifs éventuellement réalisés
 - ↳ Des documentations fabricants disponibles
 - ↳ Des schémas électriques disponibles
- les consignes particulières de sécurité et d'accès aux sites,

Conformément au décret du 20 Février 1992, un plan de prévention visant à optimiser la sécurité sur chaque site sera élaboré conjointement lors de la prise en charge des installations.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

6.1 – Information

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire tous les documents, fichiers informatiques et informations qu'elle détient afin de lui permettre d'exécuter les prestations dans les meilleures conditions et dans les délais indiqués.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu responsable d'une prolongation de délai liée à un retard imputable au pouvoir adjudicateur.

6.2 – Accès aux sites

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Laisser au titulaire le libre accès à ses locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations dans le cadre des horaires prévus dans le règlement intérieur ;
- Ne pas intervenir, par lui-même ou au travers de tiers désignés par lui, sur les installations sans en informer préalablement le titulaire, sauf en ce qui concerne les opérations normales d'exploitation ou en cas de carence du titulaire.

6.3 – Confidentialité

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 5.1 ci-dessus, le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 7 – PRIX

7.1 – Contenu des prix

➤ Le forfait pour les prestations de base comprend :

- Les prestations relatives à la maintenance préventive.
- Les interventions relatives à la maintenance palliative 24H/27 et 7jours/7.
- La main d'œuvre ainsi que toutes les fournitures dont le montant est inférieur à 50 € HT, remise déduite du tarif fournisseur et les filtres de traitement d'air.
- les fournitures des pièces supérieures à 50 € HT, remise déduite du tarif fournisseur et les prestations de maintenance curative feront l'objet d'un devis établi sur la base du bordereau de prix.

➤ Les prestations à bon de commande :

Pour la maintenance curative, le candidat indiquera un prix de déplacement, de main-d'œuvre et coefficients applicables par tranche de prix unitaire remise déduite du tarif fournisseur. Un justificatif sera fourni par le titulaire sur demande.

7.2 – Révision des prix

Les prix sont révisibles chaque année à la date anniversaire de la notification du marché.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois m-1, soit le mois précédent la remise des offres (Mai 2021).

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = Po [0,10 + (0,7 \text{ ICHT-revTS} / \text{ICHT-revTSo} + 0,20 (\text{FSD1} / \text{FSD1o}))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix indiqué dans les bordereaux de prix

ICHT-revTS = valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail - tous salariés "*Industries mécaniques et électriques*", connu au moment de la révision et publié au BOCCRF.

ICHT-revTS0 = valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail - tous salariés "*Industries mécaniques et électriques*" du mois m-1 (mai 2021) de la remise des offres et publié au BOCCRF.

FSD1 = valeur de l'indice des "*frais et services divers*" connu au moment de la révision et publié au BOCCRF.

FSD1o = valeur de l'indice des "*frais et services divers*" du mois m-1 de la remise des offres (mai 2021) et publié dans le BOCCRF.

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaires et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix résultant de la révision seront appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

7.3 – Clause de sauvegarde

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à 5% par an par rapport aux prix initiaux. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier le marché.

7.4 – Fournitures commandées en dehors du bordereau de prix « fournitures »

Dans le cadre du présent marché, les commandes effectuées en dehors du bordereau de prix relatifs aux fournitures (sur devis) seront plafonnées à 15% du montant des prestations de base HT, révision comprise.

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 – Avance

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R2191-3 à 5 du code de la Commande Publique

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant TTC des prestations de base.

Pour les bons de commandes supérieurs à 50.000 € HT et dont la durée d'exécution sera supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 5% du montant TTC du bon de commande considéré.

8.2 – Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 9 – PENALITES

9.1 – Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités dans les hypothèses listées ci-dessous.

Pénalité dans le cadre de l'exécution du marché

En cas de prestations non réalisées, de non-fourniture du rapport annuel : 500 € HT par mois de retard et par site.

Pénalité dans le cadre de la maintenance préventive

En cas de non-respect de l'échéancier proposé par le titulaire et validé par l'organisme

- 100 € HT par prestation non réalisées dans les temps selon l'échéancier arrêté lors de la mise en place du marché.

Retard dans la remise du rapport du rapport annuel : 100 € HT par mois de retard.

Pénalité dans le cadre de la maintenance palliative

En cas de non-respect des délais d'intervention précisés au chapitre « Maintenance palliative » l'entreprise sera soumise à des pénalités.

Le prestataire pourra supporter sur décision de l'Urssaf, sans mise en demeure, préalable des pénalités définitives non plafonnées d'un montant hors taxe fixé :

- à 30 € par heure de retard pour les 4 premières heures de retard.
- à 50 € par heure de retard pour les suivantes

L'application de ces pénalités ne libère pas le titulaire de ses obligations contractuelles concernant la maintenance des installations.

Ces pénalités sont cumulables et non plafonnées.

Pénalité dans le cadre de la maintenance curative

La non-transmission des devis dans un délai de 8 jours ouvrés suivant l'intervention de dépannage : 50 euros par jours de retard.

Ces pénalités sont cumulables entre elles. Elles seront décomptées trimestriellement sur la facture du forfait des prestations de base.

9.2 – Retard imputable au pouvoir adjudicateur

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés du fait d'une cause imputable au pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Par ailleurs, le retard imputable au pouvoir adjudicateur sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'organisme qui indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel, reconnaîtra que le retard lui est imputable et définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire à l'exécution des prestations.

ARTICLE 10 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de réception seront assurées conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

11.1 – Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies trimestriellement **à terme à échoir** par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l'original, au compte ouvert au nom du titulaire, qui communiquera un RIB ou un RIP original, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché et du bon de commande ;
- L'intitulé précis des prestations réalisées (repris du bon de commande) ;
- Le site concerné
- Le montant HT des prestations, éventuellement révisé (en précisant la formule de révision) ;
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations réalisées TTC ;
- La période de facturation.

Les factures seront déposées soit sur CHORUS PRO, soit envoyées par mail obligatoirement à l'adresse suivante : facturation.languedoc-roussillon@urssaf.fr.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme.

Le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'organisme.

11.2 – Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues au titulaire est de **trente jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement. Il s'achève lors du règlement par le comptable public.

Le délai de paiement des versements dus au titre du paiement définitif de la prestation débute à compter de la réception de la facture conforme.

Si la facture est reçue avant la fin de l'exécution des prestations, le point de départ du délai de paiement est la date à laquelle le titulaire réceptionne la décision d'admission prise par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent CCAP.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit le bénéfice du paiement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai.

Le taux des intérêts moratoires, prévus dans le décret du 25 Mars 2016, est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

11.3 – Modalités de paiement

Les paiements se font **par virement** sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Les prestations de base sont réglées trimestriellement à terme échu. Le montant de la prestation correspond au quart du forfait annuel figurant dans le bordereau de prix. En cas de trimestre incomplet, la prestation sera calculée au prorata temporis.

Les prestations complémentaires sont réglées après admission des prestations indiquées dans chaque bon de commande.

Les fournitures d'un montant supérieur à 50 € HT seront réglées sur la base soit du bordereau des prix « fournitures » soit sur la base du tarif fournisseur justifié par la facture du fournisseur, devant faire apparaître le prix de la fourniture, ou par un extrait du catalogue du fournisseur.

Si l'intervention est de niveau 4 ou 5, le prix de la main d'œuvre sera réglé sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix. Si l'intervention est de niveau 1 à 3, le prix de la main d'œuvre est compris dans le forfait des prestations de base.

11.4 – Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître relatives au marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191 et suivants du Code de la Commande publique est le Directeur de l'organisme.

ARTICLE 12 – PROPRIETE ET UTILISATION DES DOCUMENTS D'EXPLOITATION

L'ensemble des documents d'exploitation visés par le CCTP sont et restent la propriété de l'Urssaf Languedoc Roussillon.

Le titulaire est responsable de la bonne tenue des documents d'exploitation et doit en laisser un libre accès au pouvoir adjudicateur qui doit pouvoir les consulter à tout moment sur simple demande.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en terme de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis des organismes de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

ARTICLE 14 – INTEGRALITE

Le marché exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Le fait pour le pouvoir adjudicateur de ne pas se prévaloir d'un manquement par le titulaire de l'une quelconque des obligations visées dans les documents du marché ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE 15 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB ou RIP et, selon les cas, soit d'une copie certifiée conforme du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'un extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans les cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société pourra être possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera alors l'accord du pouvoir adjudicateur sur la poursuite de l'exécution du marché par cette nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R2143 du code de la commande publique.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et par la suite à tout moment, le titulaire doit être en mesure de justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Pour la résiliation, il est fait application du chapitre 6 du CCAG FCS et des dispositions suivantes :

- en cas de non-respect des obligations contractuelles et des délais

Il pourra être décidé de résilier le marché aux torts exclusifs de celui-ci, sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité, après qu'une mise en demeure soit restée sans suite et que le titulaire, informé de la possible sanction, ait été mis à même de présenter ses observations

L'Urssaf Languedoc Roussillon peut prendre la décision de résilier le marché aux torts du titulaire :

- Si ce dernier ne respecte pas les obligations confidentialité définie à l'article 5.1 du présent CCAP et ce sans préjudice des autres actions que pourrait engager les organismes ;
- S'il refuse le paiement des pénalités visées à l'article 9.1 du présent CCAP ;
- En cas d'augmentation des prix révisés de plus de 5% par an, tel que prévu à l'article 7.3 du présent CCAP ;
- Lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par le pouvoir adjudicateur. A défaut d'indication de délai, le titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 18 – LITIGES

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est le tribunal de grande instance dans le ressort duquel se situe le siège de l'organisme.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

L'article 4.3 du présent CCAP déroge aux articles 13.1. et 13.3. du CCAG FCS

L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS.